

# Les débats autour de la Grèce

Les débats de notre université d'été sont beaucoup revenus, logiquement, sur l'expérience grecque. Une expérience dont aucun révolutionnaire ne peut se réjouir, vu l'immense pouvoir de démobilisation qu'elle peut avoir dans le camp des travailleur-se-s.



Cela ne veut pas dire qu'il faudrait s'abstenir d'en tirer des bilans critiques, comme le disent certains camarades au nom du fait que "nous ne sommes pas en Grèce". Les camarades de la P1, qui pendant la dernière période ont refusé toute prise de position critique envers la politique de Tsipras, sont apparus gênés et incapable de faire un réel bilan. A l'inverse, pour nous, c'est justement parce que la trahison du noyau dirigeant de Syriza était prévisible qu'il fallait dénoncer fermement cette impasse. A l'échelle (réduite) du NPA, nous avons manqué une occasion de montrer aux sympathisant-e-s autour de nous l'utilité d'une boussole marxiste révolutionnaire.

Mais pour certains camarades (P3 essentiellement), il s'agirait d'utiliser cette boussole "entre nous" pour n'avoir aucune illusion, et donc pour nous centrer sur l'intervention dans les luttes, en appelant à la grève générale contre les mémorandum. Effectivement, c'est une tâche centrale, nécessaire, et d'actualité aussi bien avant l'élection de Tsipras qu'après.

Mais nous ne suivons pas les camarades lorsqu'ils disent que tout autre mot d'ordre détournerait de cette tâche. De nombreux camarades de la P3 ont mis en avant le reflux des luttes coïncidant avec l'essor de Syriza. Sous-entendu : si aucun parti ouvrier n'avait émergé, les luttes auraient été plus fortes ? On ne peut pas faire cette généralisation. Les travailleur-se-s en lutte sont souvent les plus conscient-e-s du rôle anti-social des gouvernements successifs : il est logique et même inévitable qu'ils réfléchissent à des alternatives politiques. Et si les dirigeants réformistes font en général tout pour freiner les luttes, c'est loin d'être gagné d'avance.

Nous continuerons à critiquer avec les camarades de la P3 la formule de "gouvernement anti-austérité" de la P1 qui s'adresse à toute la "gauche radicale". Mais de nombreuses interventions de leur part opposaient « les luttes » et les « débouchés politiques ». Ce n'est pas nouveau, mais nous regrettons que les camarades ne mettent presque jamais en avant la perspective d'un gouvernement par et pour les travailleur-se-s. Un de leurs arguments est que "gouvernement" rime aujourd'hui avec élections pour les gens. Oui, mais à nous de nous appuyer sur le rejet croissant des élections

pour populariser le projet d'un pouvoir autogéré à tous les niveaux.

Dans cette expérience grecque, il est aussi apparu clairement que les aspirations anti-austérité exprimées par Syriza se sont fracassées contre le cadre des institutions européennes. Nous défendions déjà l'idée qu'il s'agit d'un cadre réactionnaire (certains camarades du parti n'en sont toujours pas convaincus !), mais la capitulation de Tsipras en donne une preuve.

Pourtant, là encore les camarades de la P3 refusent d'en parler vers l'extérieur, au nom du fait que cela détournerait de la lutte de classe, et que cela donnerait de nouvelles illusions : après l'illusion d'un gouvernement anti-austérité, celle d'un gouvernement anti-euro. Ce risque existe bien sûr. Il est probable malheureusement que les camarades de la P1 vont réitérer leur soutien acritique à Tsipras avec la direction d'Unité populaire autour de Lafazanis. Mais au moment où les lignes bougent, il est très important que nous y prenions part pour qu'elles bougent le plus possible. Certes les révolutionnaires peuvent éviter les tentations opportunistes en fermant les yeux, mais les travailleur-se-s y seront, elles et eux, soumis. C'est à notre avis une erreur de laisser les questions politiques générales aux autres forces.

On a ré-entendu que des courants de droite et d'extrême droite sont aussi contre les institutions européennes. C'est souvent vrai, mais pas toujours : les nazis d'Aube dorée s'opposent par exemple à la rupture avec l'euro. Mais la frange la plus fasciste est aussi contre les institutions nationales actuelles (parlements et tribunaux bourgeois...) : est-ce qu'il faut leur abandonner cette critique ? En Grèce, c'est la gauche qui a le quasi-monopole de la critique radicale de l'UE. Ici, nous avons un gros retard face à l'extrême droite, qui peut tranquillement distiller l'idée que nous serions des "européistes" et "mondialistes".

Il faut polémiquer contre les illusions de relance du capitalisme (dans l'euro comme Mélenchon ou hors de l'euro comme Lafazanis), notamment en portant une critique radicale des keynésiens. Il faut dénoncer les illusions d'une lutte de classe qui se reposerait sur les urnes, alors que l'appareil d'Etat est gangrené par la réaction (à commencer par la police et l'armée pro-Aube dorée...). C'est une erreur d'opposer cette propagande à l'intervention dans les luttes.

Bien sûr il serait ridicule de prétendre qu'un noyau révolutionnaire aurait pu à lui seul empêcher les illusions réformistes, dépasser Syriza par la lutte révolutionnaire, etc. Le mouvement ouvrier a tellement perdu de sa consistance dans les dernières décennies, que l'on ne peut pas réduire sa crise à celle de la "direction révolutionnaire". Et on ne peut donc pas réfléchir à l'expérience grecque uniquement sous l'angle des leçons stratégiques pour les anticapitalistes.

Dans la suite du référendum du 5 juillet, qui a exprimé un vote de classe très net, les comités du NON peuvent être un cadre de front unique et de politisation très important. Les révolutionnaires ont un rôle à y jouer.

**Julien Varlin**, le 6 septembre 2015